

Jean GAUBERT

*Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de l'observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Économie - [18 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Développement et régulation économiques - Régulation économique - Consommation (n° 278) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole [23 janvier 2008] (n° 628)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche. [19 décembre 2007] (p. 5434)

DÉBATS

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2383)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : jeunes agriculteurs : installation (p. 4030)

Agriculture : prêts bonifiés (p. 4030)

Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4029)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 4029)

Politiques communautaires : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4030)

Politiques communautaires : politique agricole commune : droits à paiement unique (DPU) (p. 4029)

Procédure des questions :

Agriculture : agriculture biologique : aides (p. 4066)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 4073 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 214 du Gouvernement (détermination du montant du droit sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée) (p. 4079)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Ses interventions (p. 10, 15, 26)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : aides à l'exportation (p. 16)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 26)

Commerce extérieur : balance commerciale : déficit (p. 15)

Commerce extérieur : douanes (p. 10)

Commerce extérieur : missions économiques (p. 15)

Consommation : associations de consommateurs : crédits budgétaires (p. 11)

Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 10)

Consommation : protection des consommateurs (p. 11)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) : moyens (p. 11)

Politiques communautaires : aides communautaires : agroalimentaire (p. 16)

Sécurité sociale : visiteurs médicaux (p. 27)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires : importations (p. 3853)

Élevage : maladies du bétail : importations (p. 3855)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4430) : rejetée (p. 4438)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 4432)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4432)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4432)

Commerce extérieur : importations : grande distribution (p. 4431)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4433)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 4434)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4430)

Energie et carburants : politique énergétique : libéralisation (p. 4431)

Politique économique : indice des prix : calcul (p. 4431)

Politique économique : inflation : matières premières (p. 4430)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4430)

Politique sociale : surendettement (p. 4431 et s.)

Télécommunications : numéros surtaxés (p. 4433)

Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 4430)

Travail : rémunération : stock options (p. 4431)

Travail : salaires (p. 4431)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 88 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervient sur l'adt n° 205 de M. Alain Vidalies (prohibition du consentement tacite du consommateur) (p. 4481)

Son amendement n° 81 rectifié (police de caractères utilisée pour indiquer le taux de crédit promotionnel sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4482) : retiré (p. 4483)

Son amendement n° 80 (mention du coût total, du taux effectif global et du montant des

remboursements sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4482) : retiré (p. 4483)

Son amendement n° 112 (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4483) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4485)

Son amendement n° 76 (interdiction de la publicité pour les crédits renouvelables) (p. 4485) : rejeté (p. 4486)

Intervient sur l'adt n° 78 de M. Alain Vidalies (inopposabilité d'une créance née de l'ouverture d'un crédit renouvelable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté ou de l'indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) (p. 4515)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4518)

Son amendement n° 77 (mention obligatoire du taux de l'usure sur les offres de prêt) (p. 4521) : rejeté (p. 4523)

Son amendement n° 79 (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4617) : rejeté (p. 4619)

Son amendement n° 74 (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4619) : rejeté (p. 4624)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4625)

Intervient sur l'adt n° 309, deuxième rectification de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur l'ampleur et l'opportunité du travail à temps partiel dans le secteur de la grande distribution, ainsi que sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce secteur) (p. 4627)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 114 (rapport public au Premier Ministre de la commission d'examen des pratiques commerciales sur l'évolution des marges pratiquées par les distributeurs) (p. 4629) : rejeté (p. 4630)

Son amendement n° 113 (rapport public au Premier Ministre de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministre chargé des finances sur l'évolution des pratiques de marges dans la distribution) (p. 4629) : rejeté (p. 4630)

Intervient sur l'adt n° 300 rectifié de M. Daniel Paul (organisation d'un Grenelle des salaires, entre les représentants syndicaux, patronaux et l'État) (p. 4631)

Intervient sur l'adt n° 313 de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences de la très faible revalorisation du SMIC) (p. 4632)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Ses interventions (p. 4637, 4640 et s.)

Son amendement n° 126 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4641)

Après l'article 1er

Son amendement n° 129 (sanctions pécuniaires du non respect du seuil de revente à perte) (p. 4647) : rejeté (p. 4648)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Ses interventions (p. 4650, 4453 et s.)

Ses amendements n°s 128 (de suppression) et 148 rectifié (p. 4652 et s.)

Ses amendements n° 133 et 134 (p. 4656 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 269 (limitation de la coopération commerciale à la seule première mise en rayon) (p. 4662) : rejeté (p. 4663)

Son amendement n° 267 (interdiction de la facturation du référencement des produits par un distributeur) (p. 4662) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4663)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 238 de Mme Danielle Bousquet (clause de révision de prix en cas d'évolution du coût des matières premières) (p. 4705)

Son amendement n° 105 rectifié (détermination de la date de facturation) : rejeté (p. 4705)

Son amendement n° 265 rectifié (détermination du début du délai de paiement) (p. 4705) : rejeté (p. 4706)

Article 4 (dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Ses amendements n°s 127 rectifié et 82 (p. 4710 et s.)

Article 5 (possibilité de demander réparation du préjudice subi du fait de la non communication des conditions générales de vente)

Son amendement n° 83 (de suppression) (p. 4711)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 3 de la commission des lois (coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) (p. 4712)

Intervient sur l'adt n° 220 de M. Jean Dionis du Séjour (adaptation aux denrées périssables des règles relatives aux ventes de marchandises illicites) (p. 4713)

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Alain Suguenot (alignement des délais de paiement des raisins et des moûts sur ceux applicables aux vins) (p. 4716)

Son amendement n° 263 (interdiction des retours d'invendus au fournisseur) (p. 4718) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4720)

Intervient sur le sous-adt n° 329 de M. Philippe Folliot (sauf accord explicite du fournisseur) à son amendement n° 263 (p. 4720)

Son amendement n° 257 (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4722) : rejeté (p. 4723)

Son amendement n° 262 (interdiction du démarchage commercial téléphonique sans le consentement exprès de la personne concernée) : rejeté (p. 4725)

Son amendement n° 208 (rapport au Parlement relatif à la possibilité de mettre en place une signalétique particulière mentionnant les produits surgelés ou préparés hors les murs dans les hôtels, cafés et restaurants) (p. 4725) : rejeté (p. 4726)

Intervient sur l'adt n° 312 de M. André Chassaing (rapport au Parlement sur les moyens à accorder à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) (p. 4727)

Son amendement n° 209 rectifié (création d'un médiateur de la consommation) (p. 4727) : rejeté (p. 4728)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4731)

Son amendement n° 119 (gratuité des numéros de téléphone d'accès aux services après-vente, services d'assistance technique ou tout autre service chargé du traitement des réclamations se rapportant à l'exécution d'un contrat de vente ou de louage d'un bien ou service conclu avec un professionnel) : rejeté (p. 4731)

Son amendement n° 106 (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n° 101 (motivation et justification des clauses de durée minimale d'engagement ou de frais de résiliation dans les contrats de service de communications électroniques) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n° 99 (motivation et justification des sommes forfaitaires dues lors de la résiliation d'un contrat de services de communications électroniques) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n° 98 (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques) (p. 4732) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n° 203 (interdiction des modifications tacites d'une offre de fourniture d'un

service de communications électroniques) : rejeté (p. 4734)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son intervention (p. 4741)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 183 de Mme Laure de La Raudière (accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits mis à disposition de façon accessoire) (p. 4745)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Ses interventions (p. 4749 et s.)

Son amendement n° 122 : adopté (p. 4749)

Son amendement n° 255 (p. 4751)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 237 de M. Pierre-Christophe Baguet (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de proposer une offre commerciale familiale) (p. 4759)

Après l'article 8

Reprend l'adt n° 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4760) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4762)

Avant l'article 9

Son amendement n° 268 (réglementation des prêts à taux variable) : rejeté (p. 4762)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses interventions (p. 4765 et s.)

Ses amendements n° 207 rectifié et 111 (p. 4766 et s.)

Après l'article 10

Son amendement n° 130 (interdiction des dates de valeur) : rejeté (p. 4771)

Son amendement n° 124 (définition et financement du service bancaire universel assumé par la Banque postale) : rejeté (p. 4771)

Son amendement n° 84 (information sur les délais de livraison des produits ou services) (p. 4773) : adopté après modification (p. 4774)

Son amendement n° 202 (assimilation des allégations fausses ou trompeuses sur l'impact sur l'environnement de biens ou services à des pratiques commerciales trompeuses) : rejeté (p. 4774)

Son amendement n° 107 (lisibilité des mentions légales sur les publicités) : rejeté (p. 4774)

Son amendement n° 97 (extension aux salons et foires du délai de rétractation de sept jours) : rejeté (p. 4774)

Son amendement n° 96 (interdiction de vente de biens et services à usage prohibé) (p. 4774) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n° 206 (abrogation de l'article L. 136-1 du Code de la consommation relatif à la reconduction tacite des contrats) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n° 108 (règles de modification des caractéristiques essentielles d'un contrat par le professionnel et de résiliation par le consommateur et le professionnel) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n° 120 (interdiction d'invoquer comme cause exonératoire de garantie par un réseau de concessionnaires automobiles l'entretien régulier d'un véhicule par un professionnel extérieur à ce réseau) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n° 147 (interdiction des demandes de versement de frais autres que ceux résultants de la réparation expressément acceptée par le consommateur durant le temps de la garantie) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n° 146 (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4776) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4777)

Son amendement n° 142 (délai maximal de restitution du dépôt de garantie par le bailleur fixé à 1 mois) : rejeté (p. 4778)

Son amendement n° 144 (justification par le bailleur des sommes retenues sur le dépôt de garantie) : rejeté (p. 4778)

Son amendement n° 145 (majoration des indemnités versées au locataire en cas de restitution tardive du dépôt de garantie par le bailleur) : rejeté (p. 4778)

Son sous-amendement n° 274 (mention de la consommation d'énergie et d'autres ressources essentielles sur les étiquettes) à l'ad n° 50 de la commission (étiquetage écologique des produits) (p. 4778) : devenu sans objet (p. 4779)

Son amendement n° 100 (étiquetage du bilan carbone d'un produit) : rejeté (p. 4780)

Son amendement n° 121 (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de l'électricité) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 204 (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de gaz) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 132 (obligation pour tout fournisseur d'énergie d'adresser à chacun de ses clients une information détaillée de son profil de consommation avec chaque facture) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 109 (attribution de nouvelles missions à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 110 (obligation de faire figurer dans le rapport annuel d'un délégataire d'un contrat de service public la marge réalisée par ce délégataire) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 123 (application du taux réduit de TVA aux petits services de réparation de bicyclettes) (p. 4781) : rejeté (p. 4782)

Son amendement n° 266 (interdiction de la vente de matériels de rééducation et paramédicaux en dehors d'officines spécialisées) : rejeté (p. 4782)

Son amendement n° 264 (dispositif obligatoire de chèques transport au profit des salariés) : rejeté (p. 4782)

Article 11 (habilitation à légiférer par ordonnance pour re-codifier le code de la consommation)

Son amendement n° 102 (de suppression) (p. 4782)

Article 12 (habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits)

Son amendement n° 103 (de suppression) (p. 4783)

Après l'article 12

Son amendement n° 256 (transposition dans le code de la consommation de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises) (p. 4783) : retiré (p. 4784)

Article 13 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre applicable la loi à l'outre-mer)

Son amendement n° 104 (de suppression) (p. 4784)

Explications de vote et vote [27 novembre 2007]

Ses explications de vote (p. 4785)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son intervention (p. 5526)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 5527)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5526)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5527)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 5527)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 5526)

Politique sociale : surendettement (p. 5526)

Télécommunications : numéros surtaxés (p. 5526)

Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5527)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5234)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie : développement durable (p. 5235)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5235)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Article 1er (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son intervention (p. 5246)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Son intervention (p. 140)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 141)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 140)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 140 et s.)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 141)

Energie et carburants : tarifs : marché immobilier (p. 141)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 142)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Son intervention (p. 150)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5278)

Son intervention (p. 5279)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 5280)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 5279)

Agriculture : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) (p. 5280)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 5278, 5280)

Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5279)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 5278)

Lois de finances : débat budgétaire : agriculture (p. 5279 et s.)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 5280)

Parlement : rôle (p. 5279)

Politiques communautaires : libre circulation des marchandises : produits agricoles (p. 5280)

Santé : sécurité sanitaire : protection des consommateurs (p. 5278)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Son amendement n° 32 (abrogation de l'article L.441-7 du code de commerce relatif à la coopération commerciale entre fournisseur et distributeur) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 53 (transparence de la publicité en matière de crédit à la consommation) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 51 (interdiction de la publicité des crédits renouvelables) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 50 (interdiction de démarchage et restrictions de publicité en faveur des crédits renouvelables) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 55 (prohibition de la pratique des dates de valeurs pour les opérations de paiement ou de retrait) (p. 5559) : rejeté (p. 5560)

Son amendement n° 49 (fichier des personnes endettées indisponible aux établissements de crédits) (p. 5559) : rejeté (p. 5560)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : taxe incluse dans la base de la TVA) (p. 5518)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 636)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 642)

Son intervention (p. 645)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 642, 645)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 645)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 646)

Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 644)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 646)

Travail : conditions de travail : marins (p. 646)

Explications de vote et vote [30 janvier 2008]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 647)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1083)

Son intervention (p. 1105)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1105)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1105)

Environnement : principe de précaution (p. 1084)

Recherche : biotechnologies (p. 1084, 1105)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 343 de M. Germinal Peiro (interdiction, sauf à des fins de recherche confinée, de toute production et mise sur le marché d'animal transgénique ou cloné) (p. 1156)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1163, 1199)

Son amendement n° 425 (p. 1232)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son intervention (p. 1296)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses interventions (p. 1316 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 417 (droit pour un exploitant d'utiliser ses propres semences) : rejeté (p. 1323)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1336 et s., 1401)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1422 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2203)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2203)

Recherche : biotechnologies (p. 2203)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2097)

Article 5 ter (agents de sécurité et de gardiennage)

Son intervention (p. 2099)

Seconde délibération

Article 2 bis A (institution d'un permis de détention des chiens de première et deuxième catégorie)

Son intervention (p. 2100)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2101)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2101)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2869)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2869)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2869)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2869)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2869)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Ses interventions (p. 2924 et s.)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son intervention (p. 2944)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2961)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses interventions (p. 2969 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2977)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2987 et s.)

Article 9 (faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes)

Son intervention (p. 3003)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 1069 de M. François Brottes (p. 3003)

Intervient sur l'adt n° 222 de la commission des finances (p. 3007)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Ses interventions (p. 3015 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 728 de M. Daniel Paul (p. 3031)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 1187 de M. Lionel Tardy (p. 3034)

Intervient sur l'adt n° 1185 de M. Lionel Tardy (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3035)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3037 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 753 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 3051)

Article 18 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance le régime des peines d'incapacité commerciale)

Son intervention (p. 3060)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Son intervention (p. 3063)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Ses interventions (p. 3066 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur les adts n^{os} 561 et 884 de M. François Brottes (p. 3070)

Intervient sur l'adt n^o 563 de M. François Brottes (suppression de la date limite d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché - TaRTAM) (p. 3070)

Intervient sur les adts n^{os} 562, 564 rectifié et 640 de M. François Brottes (p. 3070)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses amendements n^{os} 1103, 599 et 595 (p. 3087 et s.)

Son intervention (p. 3104)

Son amendement n^o 1101 (p. 3105)

Son amendement n^o 600 rectifié (p. 3106) : adopté après modification (p. 3107)

Après l'article 29

Son amendement n^o 565 (p. 3112) : rejeté (p. 3113)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n^o 524 de M. Christian Jacob (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3195)

Intervient sur l'adt n^o 642 de M. Philippe Gosselin (possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale) (p. 3199)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses amendements n^{os} 1035 et 1118 (p. 3275 et s.)

Après l'article 40

Son amendement n^o 1123 : rejeté (p. 3285)

Intervient sur l'adt n^o 1122 de Mme Delphine Batho (p. 3288)

Ses amendements n^{os} 1119 et 1120 (p. 3286) : rejetés (p. 3288 et s.)

Intervient sur le sous-adt n^o 1561 de M. Gilles Carrez à l'adt n^o 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3292)

Après l'article 43

Son amendement n^o 544 (p. 3312) : retiré (p. 3313)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n^o 875 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (p. 3315)

Son amendement n^o 1012 rectifié : retiré (p. 3315)

Son amendement n^o 1007 rectifié (p. 3319) : rejeté (p. 3320)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 1032 précédemment réservé de M. Daniel Goldberg (p. 3320)

Intervient sur l'adt n^o 1033 précédemment réservé de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n^o 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3327)

Intervient sur l'adt n^o 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3328)

Son amendement n^o 995 précédemment réservé : rejeté (p. 3334)

Son amendement n^o 1011 précédemment réservé : retiré (p. 3336)

Son amendement n^o 1001 précédemment réservé (p. 3337) : rejeté (p. 3338)

Son amendement n^o 1088 précédemment réservé : retiré (p. 3339)

Son amendement n^o 1003 précédemment réservé : rejeté (p. 3340)

Ses amendements n^{os} 1014, 1087 et 1008 précédemment réservés (p. 3307) : rejetés (p. 3372)

Son amendement n^o 1013 précédemment réservé (p. 3373) : rejeté (p. 3374)

Son amendement n^o 1002 précédemment réservé : retiré (p. 3374)

Son amendement n^o 1084 précédemment réservé (p. 3374) : rejeté (p. 3375)

Ses amendements n^{os} 998 rectifié, 1089 et 1010 précédemment réservés (p. 3379) : retirés (p. 33820 et s.)

Ses amendements n^{os} 1005, 1004, 1006 et 1009 précédemment réservés (p. 3382 et s.) : rejetés (p. 3384 et s.)

Ses amendements n^{os} 1117 et 994 rectifié précédemment réservés : rejetés (p. 3385 et s.)

Son amendement n^o 997 précédemment réservé (numéro gratuit pour obtenir la bonne exécution d'un contrat) : adopté après modification (p. 3386)

Intervient sur les adts n^{os} 749, 953 et 750 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3388 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses interventions (p. 3395 et s., 3405 et s.)

Ses amendements n^{os} 570 (de suppression), 571, 970, 971, 573 et 1085 rectifié (p. 3400 et s.)

Son amendement n^o 1077 (définition des conditions particulières de vente) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3409)

Son amendement n^o 574 (p. 3412)

Après l'article 21

Ses amendements n^{os} 1078 et 1080 précédemment réservés (p. 3419 et s.) : rejetés (p. 3420 et s.)

Après l'article 22

Son amendement n^o 1000 rectifié précédemment réservé (p. 3422) : rejeté (p. 3423)

Son amendement n^o 1071 rectifié précédemment réservé (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 30 % des parts de marché des produits qu'elle distribue) (p. 3423) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3426)

Son amendement n^o 1070 rectifié précédemment réservé (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 25 % des parts de marché des produits qu'elle distribue) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3426)

Son amendement n^o 1081 précédemment réservé (p. 3427) : rejeté (p. 3428)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son amendement n^o 972 (de suppression) (p. 3430)

Après l'article 23

Son amendement n^o 578 précédemment réservé (p. 3434) : rejeté (p. 3435)

Intervient sur l'adt n^o 777 précédemment réservé de M. André Chassaigne (p. 3436)

Après l'article 24

Ses amendements n^{os} 1083 et 1082 précédemment réservés (p. 3439 et s.) : rejetés (p. 3440 et s.)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce -FISAC)

Son intervention (p. 3447)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3456)

Ses amendements n^{os} 965, 1095 et 966 à 968 (p. 3462 et s.)

Après l'article 27

Ses amendements n^{os} 1074 et 1075 précédemment réservés : rejetés (p. 3470)

Projet de loi n^o 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Article 6 (dispositions renforçant la répression de la pollution marine)

Son intervention (p. 3802)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n^o 156 de Mme Marie-Line Reynaud (interdiction de la promotion publicitaire des pesticides dont l'usage est réservé aux particuliers) (p. 3806)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Ses interventions (p. 3808 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n^o 69 du Gouvernement (gestion des espaces à vocation naturelle pérenne dans les ports autonomes) (p. 3812)

Projet de loi de règlement n^o 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4027)

Projet de loi n^o 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Ses interventions (p. 4670 et s.)